

# Présentation

Les débats autour de la question migratoire, dans le monde et dans l'espace euroméditerranéen en particulier, indiquent bien le poids et la sensibilité que le mouvement des personnes, entre des zones relativement pauvres et d'autres beaucoup plus riches, a pris dans les relations internationales.

Cette question fait désormais partie de problématiques fondamentalement politiques, géostratégiques et de sécurité, telles que la lutte contre le terrorisme ou le blanchiment de l'argent de tous les trafics (dont celui des armes et de la drogue), ou la lutte contre la "traite" des êtres humains.

Cependant, quand bien même elle ne se poserait plus seulement en termes utilitaristes – c'est-à-dire de migrations répondant à une demande de travail du "Nord" et perçues au "Sud" comme un moyen de résoudre, pour partie, la problématique de l'emploi au niveau local et surtout pour accéder à des ressources en devises de plus en plus rares, au fur et à mesure que se réduisent les financements au titre de l'aide publique au développement ou des investissements directs étrangers – elle paraît aujourd'hui faire la synthèse des conséquences de toutes les dérives des politiques économiques et sociales (et de l'action politique, tout court) dans les pays du Sud, ainsi que des égoïsmes du Nord.

De par sa situation géographique, à la pointe nord-ouest de l'Afrique du Nord, séparé de 14 km seulement de l'Europe (1), et en raison de ses propres déficits économiques et sociaux, le Maroc est aux avant-postes de la question migratoire. Sur le plan humain d'abord, puisque 3 millions de Marocains vivent à l'étranger, et aussi pour des raisons politiques, sécuritaires et diplomatiques et, bien sûr, économiques et financières étant donné que les transferts en devises de ses résidents à l'étranger représentent actuellement près de 9 % de son produit intérieur brut.

Dans ce sens, des questions se posent légitimement, pour de simples motifs de connaissance et aussi vu les implications politico-économiques des réponses, de savoir par exemple « ce qui motive aujourd'hui les départs de personnes du Maroc ou d'Afrique », ou « pourquoi a-t-on l'impression que le mouvement migratoire s'est accéléré à partir de ces régions depuis 10 à 15 ans » ?

Et, de fait, l'expansion relativement rapide des migrations de toutes natures, dont celle de "clandestins" ou de personnes en "situation irrégulière", enregistrées au départ et à travers le Maroc depuis le début des années 90 est à relier aux multiples facteurs d'attraction/répulsion qui s'exercent sur une partie de la population africaine, notamment la plus jeune.

**Mehdi Lahlou\***

\* INSEA, Rabat  
(me\_lahlou@yahoo.fr)

(1) Et même imbriqué dedans vu la position des enclaves espagnoles en terre marocaine que sont les villes de Sebta et Méliïa, ce qui n'est pas sans retombées sur notre problématique.

D'un côté, l'attrait de plus en plus fort qu'exercent le mode et le niveau de vie des populations d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, opère aujourd'hui très puissamment, particulièrement auprès des jeunes citadins. De l'autre côté, le Maroc, les autres pays du Maghreb (chacun pour des raisons qu'il partage avec les autres et pour des motifs spécifiques) comme le reste de l'Afrique jouent depuis quelques années un rôle de répulsion de plus en plus marqué sur une partie grandissante de leurs populations, dont l'espoir d'une vie meilleure sur son lieu de naissance s'amenuise au fur et à mesure que s'accroissent la pauvreté, le chômage et le "mal de vivre" et que se renforce la désespérance de "s'en sortir".

L'émigration marocaine vers l'Europe date du début du siècle dernier, mais elle n'a pris de l'ampleur que depuis les années 60, à la faveur de la concomitance enregistrée alors entre besoins européens en main-d'œuvre et espoirs marocains d'y trouver un support financier et un marché de l'emploi. Elle va cependant se restreindre, sous sa forme "légale", au cours des trois dernières décennies, depuis le début de la fermeture progressive des frontières de l'Europe en 1973, puis en parallèle à la constitution de l'Espace Schengen à partir de 1992 et l'apparition du concept de frontières extérieures de l'Union européenne.

La population immigrée marocaine a continué toutefois à augmenter sous l'effet du regroupement familial, de l'émigration de main-d'œuvre qualifiée et de cadres scientifiques et techniques et, depuis le milieu des années 90, de l'émigration clandestine.

Elle s'est par ailleurs rajeunie, relativement féminisée, tout en s'installant dans la durée, en ce sens que ce qui était perçu à l'origine comme transitoire est devenu permanent (définitif !), et ce qui était opéré comme une migration pour un emploi ou pour études est devenu incidemment recherche de naturalisation. Le phénomène migratoire est devenu ainsi multi-variables, plus complexe, davantage stratégie individuelle qu'option publique, plus structurant (ou déstructurant) sur le plan social et politique, aussi bien dans les régions de départ que dans les zones d'accueil.

Cependant, la migration marocaine – et maghrébine dans son ensemble – malgré son importance sur les plans humain, démographique et économique, occupe la place de parent pauvre du partenariat euro-méditerranéen.

Ainsi, elle fut appréhendée de manière plutôt négative dans le processus de Barcelone où elle a été d'abord associée aux questions sécuritaires, les actions communes menées à son niveau visant essentiellement à bloquer la migration clandestine en provenance du Maghreb et/ou de divers pays d'Afrique subsaharienne (dont les populations transitent par le Maghreb).

Mais elle va en devenir assez rapidement une espèce d'abcès de fixation ou de catalyseur par défaut, puisque quasiment toutes les réunions qui se tiennent à ce niveau et l'essentiel des accords qui en découlent font désormais une référence, explicite ou implicite, à la question migratoire.

Dans ce même registre, depuis 2001 plus particulièrement, des considérations géostratégiques davantage fondées sur des objectifs de sécurité et de stabilité régionales – en parallèle à la lutte contre le terrorisme dans laquelle aussi bien l'Europe que le Maghreb ont pris part – ont marginalisé les approches économico-sociales comme moyens réels de “sortie de crise”, pour ne retenir qu'une démarche fondamentalement axée sur le contrôle et la sanction.

Et c'est probablement à ces mêmes considérations géostratégiques que le Maroc a, tout naturellement – vu le type de relations politiques qu'il entretient avec les principaux pays de l'Union européenne et aussi avec l'administration américaine – fini par se rallier. En effet, il manifeste désormais un réel engagement officiel pour des actions de “lutte contre la migration clandestine” de ses nationaux, et pour “combattre la migration irrégulière” d'Africains du sud du Sahara, à travers et vers son territoire.

Une telle posture de collaboration active, longtemps refusée, n'en cache pas moins qu'il existe encore une demande importante pour la migration de Marocains vers l'Europe, aussi bien comme élément de réduction de la pression sur le marché local de l'emploi que pour continuer à bénéficier des transferts de devises que les migrations permettent.

Par ailleurs, un nombre important de travailleurs, de cadres qualifiés ou de chercheurs que l'UE recrute et qu'elle voudra de plus en plus attirer viendra aussi du Maroc. Or, ces ressources humaines ont coûté cher au pays en formation et en entretien, et leur départ éventuel est de nature à priver son économie des compétences dont elle a besoin pour garantir son développement futur et pour réfreiner la propension à émigrer de tous ceux que l'UE ne désire plus ou ne peut plus recevoir.

Nonobstant, l'attitude des autorités marocaines lors de l'opération menée au printemps 2005 par le gouvernement espagnol en vue de la régularisation de la situation des migrants irréguliers (dont près de 300 000 Marocains) se trouvant en territoire ibérique est tout à fait parlante à ce sujet. De ce point de vue, il encourt un risque réel de voir ses relations avec l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne fortement affectées par une fermeture totale – difficilement concevable dans les faits – de ses frontières terrestres, qui se transformeraient alors *de facto* en “frontières sud de l'Europe”.

Les contributions de diverses origines contenues dans ce numéro passent en revue l'essentiel de ces problématiques.

B. Hamdouch et M. Khachani reprennent les déterminants de l'émigration internationale au Maghreb, et principalement au Maroc, en ciblant particulièrement les motivations socio-économiques (chômage, recherche de meilleurs revenus). I. Moré relève, quant à lui, le décalage économique croissant entre l'Espagne et le Maroc, décalage qu'il pointe comme un thème de préoccupation central non seulement quant à l'arrivée de migrants marocains en nombre important au cours des prochaines années en Espagne, mais aussi comme un des facteurs essentiels de l'état de troubles

que connaîtront encore dans le futur les relations maroco-espagnoles. A son tour, A. Ihadiyan centre la réflexion sur les motivations individuelles et de groupe des transferts, en fait une estimation et, surtout, analyse leur impact économique à court et à long termes. C. Aslafy-Gauthier analyse le modèle migratoire marocain actuel et démontre comment il est caractérisé par son inscription dans une mobilité allant bien au-delà d'un mouvement migratoire classique et d'une simple circulation pendulaire entre les lieux d'installation professionnelle et résidentielle.

N. Iskander traite des rapports des politiques publiques au Maroc à la diaspora marocaine et des effets de ces politiques sur l'évolution des transferts d'épargne effectués par les résidents marocains à l'étranger (RME) vers leur pays d'origine. A. Gallina traite lui aussi de la question des transferts des RME au Maroc et insiste plus particulièrement sur leurs effets sur le développement de régions dont sont originaires les migrants et sur les possibilités qu'un tel développement ait lieu. La contribution de M. Lahlou fait le point sur les migrations irrégulières, dont celles d'Africains du sud du Sahara à travers le Maroc et analyse les retombées humaines, politiques et diplomatiques de ces migrations. L. Marfaing laisse transparaître à travers son article l'importance historique et la réalité des relations entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne à travers l'analyse des activités commerciales auxquelles s'adonnent nombre de commerçantes et de commerçants sénégalais, entre Dakar et Casablanca. Une telle importance est aussi le point focal du texte de S. Wippel dont il ressort le caractère incontournable pour le Maroc de la préservation d'une réelle ouverture vis-à-vis de ses partenaires historiques, tant d'un point de vue culturel que sur les plans économique et politique.

La situation des migrants marocains en Europe, même lorsqu'il s'agit de personnes parties du Maroc de façon régulière, n'est pas un "fleuve tranquille". L'enquête sur "Les migrants marocains expulsés d'Italie", coordonnée au printemps 2004 par L. Coslovi et M. Lahlou, dont les résultats sont publiés dans ce numéro, en donne une illustration.

Le présent numéro comporte, en annexe, des données croisées sur le nombre de Marocains résidant à l'étranger et celui des étrangers vivant au Maroc, ainsi que le texte de loi relative à l'entrée et au séjour des étrangers, à l'émigration et l'immigration irrégulières.